“ Pour les congrégations vouées à la prédication, au ministère ecclésiastique, aux missions à l'intérieur, l'exposé des motifs dit que ces associations “ empiètent sur le rôle du clergé séculier ” dont le fonctionnement est réglé par le Conseil d'Etat, et qu'il y a dans l'existence de ces congrégations une véritable superfétation.

“ La demande de la congrégation des Chartreux, forme un projet de loi spécial.

“ L'exposé des motifs donne pour motif du refus d'approbation que les Chartreux constituaient jadis une congrégation contemplative et commerçante; qu'ils ont fait partir de France tous leurs établissements religieux proprement dits pour n'y conserver que leur entreprise industrielle, que dès lors, il n'y a pas lieu d'autoriser cette dernière.”

Voilà donc où devait aboutir la fameuse loi de M. Waldeck-Rousseau, cette loi qui, disait-on, n'avait pour objet que de régulariser la situation des congrégations, que de leur faire sentir le contrôle et la surveillance de l'Etat. Quelques-uns de ceux qui l'ont préparée, qui l'ont votée, se faisaient peut-être cette illusion, mais les sectaires intelligents et fourbes savaient bien où ils allaient et où ils conduisaient avec eux le parlement. Leur objectif, c'était la mort des associations religieuses, la destruction de la vie monastique en France. Ils y arrivent aujourd'hui, et ils se réjouissent bruyamment. Mais ce qui peut étonner à bon droit, c'est la stupéfaction manifestée par quelques-uns de ceux qui, dans le parti républicain se disant modéré, ont aidé les radicaux et les jacobins à triompher et à devenir les maîtres du pouvoir. *Le Temps* est de ceux-là. Et il traduit son impression par un article nettement réprobateur dont nous extrayons ces lignes:

“ L'enseignement, les missions, les liqueurs et les prédications devenant des raisons égales de disparaître, res-